

RUDIN, Ronald, *In Whose Interest? Quebec's Caisses populaires, 1900-1945*. Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1990. 185 p.

Yvan Rousseau

Volume 44, Number 3, Winter 1991

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/304916ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/304916ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Rousseau, Y. (1991). Review of [RUDIN, Ronald, *In Whose Interest? Quebec's Caisses populaires, 1900-1945*. Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1990. 185 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 44(3), 450–452.
<https://doi.org/10.7202/304916ar>

RUDIN, Ronald, *In Whose Interest? Quebec's Caisses populaires, 1900-1945*. Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1990. 185 p.

Depuis l'ouvrage d'Yves Roby sur Alphonse Desjardins et les caisses populaires, plus de vingt-cinq années se sont écoulées avant qu'une nouvelle étude à caractère historique ne leur soit consacrée. C'est dire que la venue de nouvelles contributions était attendue dans les milieux de la recherche. Après l'incursion qu'il avait faite dans le monde bancaire francophone et qui avait mené à la parution de *Banking en français*, voici que Ronald Rudin revient avec un ouvrage à thèse au titre particulièrement évocateur qui en suggère à la fois le ton et l'orientation générale. Fondé sur l'exploitation d'une documentation impressionnante, *In Whose Interest?* propose une interprétation novatrice de ce que fut la réalité sociale des caisses populaires de leurs origines à la fin du deuxième conflit mondial. Deux grandes parties, composées chacune de trois chapitres, structurent le volume.

Dans la première partie intitulée «The Petite Bourgeoisie and the Poor», Rudin examine, durant la phase d'implantation des caisses populaires, les relations entre leurs leaders de première souche, recrutés principalement parmi les effectifs de l'ancienne petite bourgeoisie, et les éléments les plus pauvres du Québec rural et urbain. S'opposant à une perception véhiculée par un important courant historiographique, il remet en cause l'idée que l'établissement des caisses se soit appuyé sur la mobilisation des classes les plus pauvres de la société québécoise. L'émergence des caisses, soutient-il, fut tributaire de l'action des agents d'une classe particulière de la société «namely Quebec's traditional petite bourgeoisie of small business, clerics, and professional men» (p. xii). Craignant que les avancées du capitalisme de grande entreprise et la progression de l'urbanisation ne rendent leur situation encore plus précaire, les agents de la petite bourgeoisie auraient, selon lui, misé sur le caractère décentralisé et le rayonnement local de ces établissements pour rétablir l'influence qu'ils estimaient avoir perdue au profit du pouvoir économique grandissant du capital étranger.

Le projet des fondateurs des caisses, avance-t-il, n'était pas tant d'améliorer le sort des couches sociales les plus démunies que de reconduire les principales lignes d'autorité sociale du Québec qu'ils croyaient être celles d'une société consensuelle, qui aurait existé antérieurement. Cette première génération de dirigeants percevait les caisses d'épargne et de crédit comme un moyen de soustraire les Québécois catholiques d'expression française à la force d'attraction croissante exercée par les étrangers et de réaffirmer leur leadership. Pour parvenir à ses fins, cette petite bourgeoisie avait cependant besoin de l'appui des plus pauvres; les caisses, dans la vision proposée par cette classe seraient apparues comme «an institution to bring together the petite bourgeoisie and the poor» (p. 26).

Ayant établi la contextualité, Rudin enchaîne avec une analyse sociologique de l'évolution de la composition du sociétariat et de la direction de cinq caisses locales, dont trois implantées en milieu rural et deux en milieu urbain. Pour l'essentiel, son étude laisse entrevoir que, dans l'ensemble de la période,

les membres et les dirigeants des caisses se recrutaient principalement parmi les éléments les plus riches des localités. Ce fait amène l'auteur à caractériser les caisses comme «a movement without the masses», pour reprendre son expression. La croissance du membership des caisses qui est souvent présentée dans les statistiques officielles comme l'expression d'une adhésion graduelle de l'ensemble de la population canadienne-française occulterait donc un phénomène fondamental: jusqu'aux années 1940, le sociétariat du mouvement croît parce que le nombre de caisses augmente, mais il s'appuie toujours sur la mobilisation des éléments les plus prospères de leurs localités d'implantation.

À quoi attribuer les insuccès des premiers dirigeants au niveau de la mobilisation des classes populaires? Les circonstances économiques durant l'entre-deux-guerres constituent sans doute un facteur d'explication non négligeable. Cependant, observe l'auteur, les politiques préconisées pour développer les caisses décourageaient souvent cette participation. Figures dominantes des communautés locales et de ses principales institutions, ces leaders orientèrent le développement des caisses dans des directions qui ne furent pas toujours compatibles avec les intérêts du plus grand nombre et les principes fondateurs des coopératives d'épargne et de crédit. Partant de l'examen du cas de Lévis, l'auteur démontre que des augmentations successives de la «taxe d'entrée», prélevée à même les parts sociales, n'étaient pas de nature à attirer les citoyens de conditions plus modestes. Au reste, comme il était difficile de faire fructifier l'épargne au moyen de petits prêts, les prêts des caisses se firent de plus en plus gros et de moins en moins nombreux. Une part croissante de l'épargne accumulée dans les localités finira d'ailleurs par quitter les lieux pour être placée dans des obligations.

À la veille de la Deuxième Guerre, poursuit l'auteur, le leadership de la petite bourgeoisie est ouvertement contesté de l'intérieur par les agents d'une nouvelle classe montante, issus des cadres de la grande organisation bureaucratique et formés dans les nouvelles filières universitaires. Postés aux commandes de la nouvelle fédération provinciale et gagnés aux vertus de l'efficacité et de la centralisation, les nouveaux dirigeants vont préconiser des politiques qui heurteront de plein fouet les positions des leaders traditionnels, réfractaires à tout mouvement en faveur d'une direction centralisée des caisses. Dans la partie intitulée «Challenge from a New Class», Rudin aborde les tensions provoquées par l'affirmation de la fédération provinciale, qui culminèrent au sortir de la guerre avec le détachement de neuf caisses des cadres de l'Union régionale de Montréal. Ces tensions, qu'il définit largement comme l'expression d'un conflit entre ancienne petite bourgeoisie et nouvelle classe moyenne, sont analysées sous l'angle de trois enjeux: la centralisation des pouvoirs, la professionnalité des caisses et leurs relations avec l'État.

Voilà, résumées succinctement, les principales réponses de l'auteur à la question qu'il formulait dans le titre de son ouvrage. Sur un plan général, la thèse est séduisante; rédigée dans un style limpide et incisif, elle forme un ensemble relativement cohérent, resitué dans une large perspective, grâce à un effort de contextualisation digne de mention.

Les interprétations proposées par Rudin dans chacune des deux parties sont cependant inégalement appuyées. Si la rigueur de son analyse des bases sociales des caisses rend convaincante la première partie de l'ouvrage, la seconde partie, consacrée à la centralisation et à la contestation interne du leadership de la petite bourgeoisie, procède davantage de l'analyse de discours et de l'application souvent mécaniste de l'approche en termes de classes. L'antagonisme que l'auteur tente de reconstruire entre les éléments de la petite bourgeoisie et les agents de la nouvelle classe moyenne ne s'appuie pas sur une analyse sociologique et ne repose en définitive que sur peu de choses, soit les conflits qui opposèrent les notaires Wilfrid Guérin et Eugène Poirier, à la direction de deux caisses montréalaises, et Cyrille Vaillancourt, dirigeant de la fédération provinciale. Il en résulte un portrait peu nuancé des personnages, de leurs alliances et de leurs positions ainsi qu'une vision linéaire de la centralisation, où le poids politique des unions régionales au sein du mouvement est largement sous-estimé. La logique empruntée par Rudin dans sa reconstruction historique tient, pour une large part, à l'équation réductrice qu'il effectue en associant d'une part, la petite bourgeoisie aux deux notaires montréalais et à la tradition, et d'autre part, les agents de la nouvelle classe moyenne au sénateur Vaillancourt et à la modernité. Enfermé dans cette conception peu dynamique des relations entre les deux classes, Rudin manque quelques bonnes occasions d'en restituer la complexité.

À quelques reprises, il dissimule mal certains malaises, notamment à propos de la représentation massive des éléments plutôt autonomistes de la petite bourgeoisie dans le conseil d'administration de la fédération provinciale, au moment où s'y opère la centralisation des ressources et des pouvoirs (p. 99). Embarras aussi lorsque l'auteur explique pourquoi les deux notaires, pourtant farouchement autonomistes, étaient favorables à la création d'une caisse provinciale qui aurait eu pour effet de centraliser les fonds à l'échelle provinciale (p. 101-102) alors que leurs adversaires Cyrille Vaillancourt et Laurent Létourneau, ceux-là mêmes qui étaient porteurs du projet de centralisation s'opposent au projet. Il explique la première «incongruité» historique par le fait que, une fois au pouvoir, le gérant Vaillancourt pouvait difficilement être révoqué, «given his unparalleled understanding of the complex financial institution that was taking shape» (p. 99). La vision centralisatrice de Vaillancourt, enchaîne-t-il, aurait été partagée par certains élus — il n'en identifie cependant que trois — et les cadres du service d'inspection de la Fédération. Dans le cas de la centralisation des fonds, il soutient que dans cet enjeu précis les tensions régionales prirent le dessus sur les intérêts de classes des protagonistes.

En dépit de ces réserves, *In Whose Interest?* est une contribution importante à la compréhension de la formation du mouvement des caisses depuis ses origines jusqu'à la fin de la Seconde Guerre. Renouvelant les problématiques de recherche et rompant avec les interprétations proposées par l'historiographie officielle, il constituera désormais une référence incontournable.